



# INFLATION, « POUVOIR D'ACHAT »

## REPRENDRE LE POUVOIR DE DÉCIDER SUR NOS VIES

Depuis l'élection de Macron 2, on annonce une loi sociale pour faire face à la baisse du « pouvoir d'achat » et l'inflation. Mais de quoi parle-t-on au juste ? D'une panoplie de « primes », de « bouclier », de « dividende salarial ». Bref : il est prévu de distribuer un peu de monnaie pour les fins de mois difficiles. Le gouvernement Borne-Macron veut que l'économie tourne, que les citoyen·e·s puissent acheter. Mais en aucun cas qu'ils et elles retrouvent un pouvoir collectif sur la richesse.

### **Parlons enfin des salaires comme pouvoir de vivre !**

Tout est fait pour faire oublier les salaires et les conquêtes du salariat.

Or **le salaire permet de vivre dignement. Mais il est aussi un pouvoir direct sur l'économie**, sur le volume des profits et dividendes, notamment dans les multinationales gorgées de profits.

**Le salaire est la première forme de distribution des richesses, au profit de celles et ceux qui les produisent.**

L'Observatoire des multinationales montre qu'en 2021, les profiteurs du CAC 40 ont fait merveille : « Record de bénéfices, records de dividendes, records de rachats d'actions, records de rémunérations patronales ». Soit 57 milliards de dividendes, plus 23 milliards de rachat d'actions, soit en tout 80 milliards : + 57%.

### **Vive la Sécurité sociale pour des droits collectifs !**

Avec les cotisations, la Sécu garantit des droits pour la santé, les retraites. Elle devrait autoriser le maintien des revenus salariaux pour les privé·e·s d'emploi, pour les jeunes précaires, pour de nouvelles formations, pour une Sécurité sociale professionnelle. À condition de ne pas considérer les chômeurs comme des fainéants qu'il faut sanctionner, comme le fait la réforme de « non-assurance-chômage » de Mme Borne, devenue 1<sup>ère</sup> Ministre. Exigeons l'abrogation de cette réforme d'injustice !

## Pas des « primes » : de vrais salaires !

- ☑ **Nous exigeons un SMIC digne**, revendiqué par le syndicalisme : 1500 euros nets (ou 2000 euros bruts). Plus qu'un « coup de pouce » : une décision politique, proposée par la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES).
- ☑ **Mais cela entraîne une suite** : toutes les **grilles de salaires** de toutes les branches doivent débiter avec ce minimum. Or ce n'est pas le cas de 85% de celles-ci.
- ☑ **Un gouvernement peut agir pour les salaires**. Il peut relever le point d'indice dans la fonction publique. Les syndicats exigent 10%, pour rattraper les pertes. Le gouvernement peut **conditionner les aides aux entreprises** : pour l'emploi et pour le relèvement des grilles de salaire. Le gouvernement peut rétablir l'indexation des salaires sur les prix, supprimée depuis 1983.
- ☑ **Un gouvernement doit prendre des sanctions pour l'égalité salariale femmes/hommes**. La valeur du travail des femmes est niée, avec 25% d'écart en moyenne. Les lois d'égalité ne sont pas appliquées, car il n'y a pas de sanctions.

## Pour une Sécurité sociale de l'alimentation

Le gouvernement annonce un « panier » de biens de consommation. Sans précision.

Certes, les prix des biens de consommation courante doivent être bloqués.

Mais il faut aller plus loin. Avec le Collectif Plus jamais ça, nous proposons d'étendre la Sécurité sociale à la consommation de biens alimentaires, financée par des cotisations, organisée en circuit court avec des agriculteurs et des zones maraîchères.

Faisons vivre un droit à la gratuité pour un volume de biens communs accessibles : mètres cube d'eau, d'énergie électrique, droit aux transports gratuits d'abord pour les jeunes, les chômeurs et les chômeuses.



## Mobiliser pour une majorité de député·e·s de la NUPES et pour soutenir l'action syndicale

Avec une majorité de député·e·s NUPES (Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale), agissons pour une conférence sociale nationale entre pouvoirs publics, syndicats, entreprises. Elle serait précédée d'un droit de réunion des salarié·e·s pour mettre à jour les exigences communes. Ainsi cette conférence sociale aurait un poids politique, sous la pression populaire.